

10^e anniversaire

Bulletin FrancoPaix



UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 11, n° 1-2

JAN-FÉV 2026



10 ans de FrancoPaix Perspectives francophones pour la paix

Nouvelles et annonces

PAGE 9

10 ans de FrancoPaix

Perspectives francophones pour la paix



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans le cadre de ses dix ans, le Centre FrancoPaix (CFP) propose une édition spéciale du *Bulletin FrancoPaix*, qui, à travers la plume de son premier coordonnateur, [Maxime Ricard](#), brosse un portrait de l'évolution de cette publication mensuelle depuis sa création.

Par ailleurs, **ce numéro revient sur des thématiques qui ont marqué l'histoire du Bulletin en raison de l'intérêt qu'elles ont suscité auprès du lectorat et de l'impact qu'elles ont eu dans le débat public**. Les contributeur-trice-s originaux de précédentes éditions – [Marc-André Boisvert](#), [Sonia Le Gouriellec](#), [Manuela Garcia Nyangono Noa](#) et [Tatiana Smirnova](#) – replongent dans ces sujets marquants, commentent leur évolution et démontrent que ces enjeux sont toujours d'actualité.

Cette édition est également l'occasion de saluer la vision fondatrice du professeur [Bruno Charbonneau](#), dont l'engagement intellectuel, la rigueur analytique et le leadership ont été déterminants dans la création, la structuration et le rayonnement de FrancoPaix. Il a su bâtir une institution pérenne offrant un espace clé de diffusion d'expertise, de dialogue stratégique et de circulation des savoirs dans l'ensemble de la Francophonie.

Alors que les dynamiques étudiées par nos membres et contributeur-trice-s apparaissent particulièrement saillantes dans les espaces francophones contemporains, qu'il s'agisse de recompositions géopolitiques, de tensions multilatérales ou de transformations des enjeux de sécurité, la nouvelle équipe de direction, [Sarah-Myriam Martin-Brûlé](#) (directrice) et [Nicolas Klingelschmitt](#) (directeur adjoint), conclut ce numéro en présentant le programme des activités à venir.

Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité du travail intellectuel et institutionnel construit au fil des dix dernières années, tout en réaffirmant la mission centrale de FrancoPaix : soutenir, diffuser et faire dialoguer une expertise, en français au service de la paix et de la sécurité internationale.

En célébrant cet anniversaire, nous tenons à vous remercier, chères lectrices et chers lecteurs, pour votre curiosité, vos partages et votre implication au sein de nos activités, ainsi que pour votre fidélité depuis 2016.



Le développement du Bulletin FrancoPaix

Maxime Ricard

Ancien coordonnateur du Bulletin FrancoPaix et chercheur associé au Centre FrancoPaix



Le Bulletin FrancoPaix a vu le jour en janvier 2016, parallèlement à la création du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, sous l'impulsion de Bruno Charbonneau et Charles-Philippe David, avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie. Sa vocation est claire : rendre accessibles des idées novatrices issues de la recherche, en mettant en lumière les perspectives francophones, en particulier du continent africain, tout en restant ouvert à d'autres horizons.

Assurer la coordination du Bulletin entre 2016 et 2021 fut une expérience marquante. Elle fut rendue possible grâce au soutien constant de Bruno Charbonneau, à l'aide précieuse d'Yvana Michelant-Pauthex, à l'engagement de toute l'équipe de la Chaire Raoul-Dandurand, ainsi que de tous ceux et celles qui ont contribué aux numéros. Ce rôle a été déterminant dans mon parcours académique, m'apportant un enrichissement intellectuel et de nombreuses occasions de rencontres et de collaborations.

Depuis une décennie, le Bulletin s'est affirmé comme un espace de réflexion, favorisant une compréhension approfondie d'enjeux complexes et privilégiant la résolution des conflits par le dialogue, plutôt que des approches fondées sur l'utilisation de la force. Le Projet Mali, mené entre 2017 et 2019, a alimenté plusieurs numéros et nourri ces réflexions, notamment à travers l'analyse des logiques (contre)insurrectionnelles et des dynamiques de violence au Sahel.

Au fil du temps, le Bulletin a exploré une grande variété de sujets et de régions.

Parmi les thèmes majeurs abordés durant ma période de coordination, reflétant les dynamiques politiques de cette période, on retrouve notamment le renforcement des pouvoirs et pratiques autoritaires en Afrique francophone.

Le Bulletin a également exploré, parmi tant d'autres sujets, la nécessité de repenser et de décoloniser les institutions, telles que la police et la justice internationale, l'importance des approches basées sur le genre dans la consolidation de la paix, ou encore la pertinence d'un regard par le bas pour comprendre les institutions sécuritaires. Ces thèmes ont non seulement façonné le contenu du Bulletin, mais ont aussi contribué à élargir les discussions sur la paix et la sécurité, trop souvent focalisées sur une perspective élitaine et étatique.

La qualité remarquable du Bulletin, en progression soutenue jusqu'à aujourd'hui, témoigne de l'engagement de toutes les personnes impliquées et de la pertinence durable de sa mission. À l'occasion de son dixième anniversaire, il apparaît clairement que le *Bulletin FrancoPaix* demeure une ressource incontournable pour les membres de la communauté de recherche et de pratique sur la résolution des conflits, la paix et la sécurité, en particulier pour ceux qui s'intéressent aux perspectives francophones.

Ce travail incarne la valeur de la recherche et de la collaboration pour influencer les débats et encourager des approches novatrices. En se tournant vers l'avenir, sa mission continuera d'inspirer de nouvelles générations à poursuivre ce travail d'analyse avec audace et créativité.



Coups d'État en Afrique : la persistance de l'uniforme en politique

Marc-André Boisvert

Chercheur associé, ancien postdoctorant et coordonnateur au Centre FrancoPaix



Depuis 2022, comment les gouvernements d'Afrique de l'Ouest naviguent-ils la vague de coups d'État ?

En 2022, j'avais dirigé la publication d'un dossier intitulé « Coups d'État en Afrique : le retour de l'uniforme en politique ». Celui-ci analysait l'émergence des coups d'État dits « 3.0 », principalement en Afrique de l'Ouest, où une nouvelle génération de jeunes putschistes remettait l'uniforme au cœur de la représentation présidentielle, rejetant les institutions démocratiques souvent fragiles. Ces événements se distinguaient des coups d'État autoritaires postindépendance (1.0) et des coups dits démocratisants post-1989 (2.0).

Quatre ans après la publication, la tendance s'est intensifiée, avec des événements récents au Gabon (2022), au Niger (2023), à Madagascar (2025) et en Guinée-Bissau (2025). Dans plusieurs cas, particulièrement au Sahel central, aucun calendrier de retour à la démocratie n'a été défini. Au Gabon et en Guinée, les putschistes ont tronqué leur uniforme pour le costume cravate et ainsi légitimé leur pouvoir par des élections, tout en empêchant toute opposition effective.

On peut blâmer les inégalités grandissantes. On peut blâmer des élites corrompues qui, après plus de 60 ans d'indépendance, n'ont pas apporté de solution et ont offert une démocratie manipulée. On peut aussi blâmer la Russie, qui n'a pas hésité à soutenir des régimes autoritaires, alliant soutien militaire et financier. Le bilan est le même : les régimes militaires perdurent et se multiplient.

Les théories classiques des relations civilo-militaires, à l'instar de Samuel Huntington, insistent sur l'importance du professionnalisme militaire, c'est-à-dire la soumission des forces armées au pouvoir civil et aux institutions démocratiques. Ces militaires entretiennent souvent un lien plus direct avec la population que les dirigeants élus déçus, révélant une crise de légitimité démocratique. Les putschistes se distinguent par un populisme marqué et une popularité parfois significative, obtenue en réduisant au silence l'opposition, la société civile ou les médias. Cette crise est accentuée par une population jeune – plus de la moitié ayant moins de 18 ans – pour laquelle les expériences passées de coups d'État ou la vague démocratique post-1989 apparaissent lointaines. L'idéologie panafricaniste, bien qu'elle n'offre pas de solutions économiques immédiates, fournit un projet mobilisateur et une source de fierté nationale, et les militaires y carburent.

Cependant, les régimes militaires n'ont pas apporté de solutions durables aux défis sécuritaires. Les violences, notamment au Sahel, persistent et s'accompagnent de campagnes d'information accusant des acteurs externes, comme la France, le Bénin ou la Côte d'Ivoire, tout en valorisant des figures charismatiques, comme le chef de la junte burkinabè, Ibrahim Traoré. Les acquisitions d'armement ont permis des succès tactiques ponctuels, soutenus par la Russie, via Wagner puis Africa Corps, mais n'ont pas résolu les problèmes structurels des forces armées. À de multiples reprises, les « formateurs russes » ont dénoncé les failles des troupes africaines sur les réseaux sociaux.

Les réformes militaires restent limitées. Au Mali, l'acquisition d'armement a amélioré

le classement du pays dans le Global Firepower Index (17^e en 2026), dépassant la Côte d'Ivoire (20^e, mais 17^e en 2025), distancée dans la région seulement par le Nigéria (3^e) et le Tchad (13^e). Mais des difficultés persistent : inflation des officiers, lacunes dans la chaîne de commandement, discipline défaillante et sous-financement chronique. Le moral des troupes demeure élevé grâce au soutien populaire et à une « militarisation » de la culture nationale. Au Burkina Faso, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) compensent partiellement les insuffisances des forces de sécurité, mais demeurent incontrôlables et non durables, minant les réels efforts d'une réforme de l'appareil sécuritaire étatique. Au Niger, aucune réforme notable n'a été entreprise, tandis qu'en Guinée, l'arrivée d'un ancien officier de la Légion française a confirmé la concentration du pouvoir autour d'une élite autoritaire.

Ainsi, les putschistes 3.0 se démontrent incapables de réformer le domaine dont ils ont l'expertise. La persistance de l'uniforme en politique illustre surtout un retour à des pratiques autoritaires au détriment d'institutions étatiques solides, y compris celles qui sont responsables de la sécurité.



En référence au bulletin double « Coups d'État en Afrique, le retour de l'uniforme en politique » (janvier-février 2022)

Éthiopie : les obstacles persistants à la paix

Sonia Le Gouriellec
Membre associée
au Centre FrancoPaix
Maîtresse de conférences,
Université catholique de Lille



Quels sont (encore) les obstacles à la paix en Éthiopie ?

En 2020, j'écrivais qu'en Éthiopie, « la force n'est pas une solution durable » et que l'avenir de l'État lui-même était en jeu. En 2021, j'analysais des « élections en temps de guerre » qui prolongeaient le conflit civil par d'autres moyens. Six ans plus tard, les obstacles à la paix ont changé d'échelle, mais ils n'ont pas disparu. Ils se sont recomposés autour de trois nœuds principaux : la question tigréenne, la fragmentation armée interne et la dépendance du régime.

D'abord, la « paix de Pretoria » n'a jamais été une paix. Elle a suspendu, plus qu'arrêté, la guerre au Tigré. Le cessez le feu n'a pas été suivi du travail politique nécessaire : pas de véritable négociation sur le statut du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), pas de règlement durable sur le sort du Tigré occidental, pas de mécanisme effectif pour le retour des déplacés. Le Tigré demeure dans un entre deux instable, un « no war, no peace » que j'évoquais déjà en 2020 à propos de la relation avec l'Érythrée. Les affrontements récents à Tselemt, la réactivation de forces supplétives, comme

la Tigray Peace Force, les frappes de drones et les nouveaux déplacements montrent combien l'accord de Pretoria est instrumentalisé comme outil de délégitimation plutôt que comme cadre de réglementation. Les questions constitutionnelles de savoir à qui appartiennent ces territoires ou qui décide du redécoupage interne restent entières, mais traitées militairement.

Ensuite, l'Éthiopie affronte désormais plusieurs guerres simultanées de basse à moyenne intensité. La configuration que je décrivais comme une « tragédie en cinq actes » a laissé place à une véritable archipelisation de la violence avec l'insurrection Fano en Amhara, les actions de l'OLA en Oromia, les violences récurrentes à Gambella, les contestations persistantes autour des déplacés internes. Le pari du premier ministre Abiy Ahmed sur des élections légitimantes n'a pas ouvert un espace de compromis intracommunautaires. Il a consolidé un pouvoir central qui continue de privilégier l'option militaire. Le fédéralisme ethnique est toujours en crise, il n'est ni aboli ni assumé, mais contourné, fragmenté et de plus en plus vidé de sa fonction de gestion pacifique de la pluralité en Éthiopie.

Enfin, la paix est rendue plus improbable par la trajectoire économique et internationale du régime. L'« État développementaliste » de Meles s'est transformé en un système néopatrimonial recentré sur Addis-Abeba, dépendant de créanciers et de partenaires peu regardants sur les droits de la personne. La relation avec la Chine, le soutien financier des Émirats arabes unis et les appuis militaires d'autres acteurs permettent au gouvernement de financer à la fois un ambitieux agenda sécuritaire et des projets de prestige, tout en reportant les coûts politiques internes. Dans le même temps, l'isolement diplomatique croissant d'Addis avec l'Occident (mais entrée dans les BRICS), les tensions autour de l'accès à la mer, la politisation du GERD et l'insertion de l'Éthiopie dans des rivalités régionales (avec Le Caire, Asmara ou Khartoum)

accroissent la tentation d'une fuite en avant sécuritaire.

Les questions que je posais en 2020 restent donc en suspens : comment redéfinir la « question nationale » éthiopienne ? Quel cadre institutionnel pour concilier unité politique et reconnaissance de la diversité ? Tant que le fédéralisme sera géré essentiellement par la force, que les accords (Pretoria, GERD) seront pensés comme des instruments tactiques et non comme des processus, et que l'économie servira d'abord à la survie du régime, la paix restera introuvable. L'enjeu central demeure l'ouverture d'un véritable dialogue national, incluant les acteurs armés et les périphéries, sur le mode de vie ensemble. Sans cela, l'Éthiopie risque de continuer à surprendre les observateurs, mais plutôt par la multiplication des crises que par leur résolution.



En référence aux bulletins « **Éthiopie : Une paix dans l'impasse** » (décembre 2020) et « **Éthiopie : élections en temps de guerre** » (septembre 2021)



De l'urgence climatique à la rivalité géostratégique : jeux et enjeux américains autour du Groenland

Manuela Garcia Nyangono Noa,
Chercheur associé
et ancien postdoctorant
au Centre FrancoPaix



La sécurité climatique est-elle encore à l'ordre du jour de la communauté internationale ?

À l'automne 2024, j'écrivais un bulletin intitulé « Société du risque et urgence climatique : péril sur la planète », dans lequel j'expliquais que le changement climatique génère des problèmes de sécurité et crée une situation d'urgence climatique qui se traduit par la multiplication des risques et vulnérabilités associés au climat. Près d'un an et demi après cette publication, la sécurité climatique est-elle encore à l'ordre du jour de la communauté internationale ? Pour répondre à cette question, je mobilise le cas omniprésent dans l'actualité du Groenland.

À mesure que les glaciers fondent, le Groenland cristallise la recomposition des rapports de puissance en Arctique. Longtemps perçu comme une « périphérie glacée », il est devenu un terrain central de la recomposition géostratégique mondiale à mesure que le changement climatique transforme l'Arctique en nouvel espace

de compétition géopolitique. Il concentre désormais des enjeux militaires, économiques et symboliques majeurs pour les États-Unis. Ce repositionnement stratégique s'accompagne d'une rhétorique discursive agressive qui révèle un profond paradoxe dans la posture américaine ; l'intérêt américain pour le Groenland s'explique en grande partie par la fonte accélérée de la calotte glaciaire qui rend possible l'exploitation accrue des ressources minérales et biologiques et des voies maritimes autour de la grande île alors même que le leadership étasunien considère le changement climatique comme « la plus grosse arnaque de l'humanité ».

Le Groenland dans la transformation climatique de l'Arctique

Le changement climatique dans l'Arctique redéfinit fondamentalement les équilibres géopolitiques internationaux. Considéré par Trump comme « un gros morceau de glace », le Groenland acquiert une importance inédite dans ce contexte. Sa position géographique à l'interface de l'Atlantique Nord et de l'océan Arctique en fait un pivot stratégique majeur dans un contexte de

néoguerre froide. La transformation climatique agit ainsi comme un multiplicateur de puissance, elle convertit un espace marginal en carrefour géostratégique au cœur des rivalités entre puissances mondiales. En ouvrant de nouvelles routes maritimes permettant de relier plus rapidement l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord, tout en facilitant l'accès à des ressources minérales et biologiques jusque-là inexploitées, elle redéfinit l'intérêt stratégique américain. Terres rares, fer, zinc ou ressources halieutiques confèrent ainsi au Groenland une valeur économique et stratégique majorée dans le contexte contemporain de la troisième révolution industrielle.

La centralité du Groenland dans la nouvelle géostratégie américaine

Le 7 janvier 2025, Donald Trump annonce publiquement son intention d'annexer le Groenland, considérant qu'il s'agit d'une nécessité absolue de sécurité nationale pour les États-Unis. Les déclarations du président américain évoquant la possibilité d'une annexion ont révélé de manière spectaculaire l'importance stratégique accordée à ce territoire. Présentée ainsi comme une réaction aux activités de la Russie et de la Chine dans les voies maritimes arctiques, cette posture s'inscrit dans une logique de compétition systémique. Datant de la guerre froide, la présence militaire américaine sur l'île participe au dispositif d'alerte avancée et de surveillance balistique nord-américain. La position du territoire permet de contrôler l'espace polaire dans un contexte de militarisation croissante de l'Arctique. Cette posture s'inscrit dans un contexte de rivalité accrue avec la Russie, engagée dans une modernisation de ses infrastructures militaires arctiques, mais aussi avec la Chine, dont les investissements dans les secteurs stratégiques critiques et les infrastructures régionales sont perçus à Washington comme des leviers d'influence stratégique. Au-delà de la dimension militaire, le Groenland représente également un enjeu géoéconomique majeur. La sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, essentiels aux technologies de défense et à la transition énergétique, s'inscrit dans une stratégie d'autonomie vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement dominées par Pékin.



En référence au bulletin « Société du risque et urgence climatique : péril sur la planète » (octobre 2024)

Le paradoxe discursif de la posture américaine

L'attractivité stratégique du Groenland découle directement des effets du réchauffement climatique. Pourtant, une partie du leadership politique américain a publiquement minimisé, voire nié, la gravité du phénomène – Trump le qualifiant d'arctique à la tribune des Nations unies. Sous

son administration, les États-Unis se sont retirés de 24 accords multilatéraux sur l'environnement, dont la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Cependant, cette rhétorique contraste avec l'intégration pragmatique des transformations arctiques dans les documents stratégiques américains. Les effets du réchauffement sont pleinement pris en compte dans la planification militaire

et géoéconomique. Le Groenland illustre ainsi la tension entre discours politique et calcul de puissance : la crise climatique, loin d'atténuer les rivalités, reconfigure les espaces de compétition et consolide l'Arctique comme nouveau théâtre stratégique mondial.



L'avenir du partenariat russo-africain après 2026

Tatiana Smirnova

Chercheuse associée et ancienne postdoctorante au Centre FrancoPaix



Après 2026 : quel avenir pour le partenariat russo-africain ?

En 2022, je signalais un Bulletin Franco-Paix intitulé «Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel». Trois ans et demi plus tard, quelles sont les perspectives sur l'avenir de l'influence russe à travers le continent africain à l'aune des reconfigurations géopolitiques mondiales ?

Les relations entre la Russie et l'Afrique s'inscrivent dans une institutionnalisation renforcée, marquée par la préparation d'un troisième sommet en 2026. Au-delà du calendrier diplomatique, cette échéance vise à consolider un cadre stratégique pour l'après-2026, d'autant plus nécessaire que les enjeux économiques, sécuritaires et géopolitiques en cours restent incertains, tant pour Moscou que pour les États africains.

Au premier rang figurent les négociations autour des ressources stratégiques. Les hydrocarbures, l'uranium, la bauxite, l'or ou encore le lithium constituent des actifs centraux dans la compétition internationale, marquée par la transition énergétique et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Pour Moscou, l'accès à ces ressources représente à la fois une opportunité économique et un levier d'influence durable. Toutefois, ces partenariats s'inscrivent dans des environnements politiques mouvants, parfois issus de transitions militaires ou de renégociations contractuelles, ce qui rend

nécessaire une clarification des règles, des garanties et des contreparties.

Parallèlement, les flux agroalimentaires et les intrants agricoles se sont imposés comme des instruments de positionnement diplomatique. Dans un contexte de tensions sur les marchés mondiaux, accentuées par la guerre en Ukraine, la Russie mobilise ces exportations pour consolider des relations bilatérales et renforcer son image de partenaire alternatif. Là encore, la pérennité de cette stratégie dépend de mécanismes de coordination plus formalisés, capables d'articuler sécurité alimentaire, logiques commerciales et considérations politiques.

La dimension sécuritaire constitue un troisième axe déterminant. Au Sahel, la présence russe, désormais de plus en plus incarnée par l'«Africa Corps» et par des accords de formation et de fourniture d'armements, s'inscrit dans une recomposition profonde des partenariats militaires. Cette évolution s'accompagne de tensions accrues avec les acteurs occidentaux et d'effets ambivalents sur la stabilité locale, la lutte contre les groupes armés restant marquée par une intensification des violences dans plusieurs zones.

Enfin, ces transformations ne peuvent être dissociées des effets systémiques de la guerre en Ukraine. Le conflit a contribué à l'isolement diplomatique et économique relatif de Moscou vis-à-vis des puissances occidentales, l'incitant à diversifier ses partenariats et à approfondir ses relations avec le continent africain. Dans ce contexte, le sommet 2026 Russie-Afrique apparaît comme un outil de résilience stratégique pour Moscou, mais également comme un espace de renégociation pour les États africains soucieux de préserver leurs marges de manœuvre dans un ordre international en recomposition.

À long terme, l'avenir de la coopération russo-africaine dépendra de l'évolution sécuritaire au Sahel et de la capacité de Moscou à préserver son image de garant de stabilité. Des attaques majeures, comme celle visant l'aéroport de Niamey survenue en janvier 2026, fragilisent cette crédibilité

et mettent à l'épreuve son modèle fondé sur l'assistance militaire. La pérennité du partenariat reposera aussi sur l'articulation entre sécurité, économie et diplomatie.

Il convient toutefois de rappeler que les États africains ne sont pas de simples récepteurs passifs de l'influence russe. Ils mettent en œuvre des stratégies d'arbitrage et de diversification afin de maximiser leurs marges de manœuvre entre la Russie, la Chine, l'Union européenne et les États-Unis. Dans cette logique de multialignement pragmatique, la coopération avec Moscou demeure évolutive, susceptible d'être ajustée ou reconfigurée en fonction des rapports de force et des bénéfices escomptés. La question centrale est donc de savoir si la Russie pourra maintenir une diplomatie fondée sur l'opportunisme stratégique tout en institutionnalisant ses engagements et en consolidant les narratifs souverainistes qui ont favorisé un tournant politique dans plusieurs pays. De cette articulation entre flexibilité tactique et crédibilité durable dépendra la pérennité de sa présence en Afrique après 2026.



En référence au bulletin «[Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel](#)» (novembre 2022)

Nouvelle direction au Centre FrancoPaix

Mot de la directrice

Sarah-Myriam Martin-Brûlé



L'année qui s'ouvre marque un moment charnière pour le Centre FrancoPaix (CFP). J'ai l'honneur d'assumer sa direction, aux côtés de Nicolas Klingelschmitt, coordonnateur des activités du Centre et désormais également directeur adjoint. Ensemble, nous souhaitons poursuivre, consolider et amplifier le travail remarquable accompli au cours des dix dernières années.

Je tiens d'emblée à souligner le leadership exceptionnel de Bruno Charbonneau, dont la vision, la rigueur intellectuelle et l'engagement ont profondément façonné l'identité et le rayonnement du CFP. Je suis à la fois reconnaissante et profondément honorée de prendre le relais et de prolonger cet élan collectif.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance à Charles-Philippe David, dont la vision fondatrice a permis la création et l'émergence de FrancoPaix il y a dix ans. Son engagement constant en faveur d'une réflexion stratégique francophone sur les enjeux de sécurité internationale a offert un socle institutionnel solide sur lequel nous continuons aujourd'hui de bâtir. Je tiens également à remercier Frédéric Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand, pour son appui constant et sa confiance renouvelée à l'égard du Centre FrancoPaix. Son leadership et son engagement envers le développement d'une expertise stratégique francophone forte contribuent activement à inscrire nos travaux dans une dynamique institutionnelle ambitieuse et durable.

Je tiens aussi à souligner le soutien précieux de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), partenaire et alliée essentielle dans ces réflexions. Son appui constant témoigne de l'importance accordée à une expertise francophone rigoureuse et engagée sur les questions de paix et de sécurité, et contribue à renforcer la portée et l'impact de nos travaux au sein de l'espace francophone.

Cette transition intervient dans un contexte géopolitique où le multilatéralisme est plus débattu que jamais. Les institutions internationales, telles qu'elles ont été conçues à l'origine, sont appelées à se redéfinir. Les alliances se reconfigurent, et la complexité des conflits apparaît avec une acuité renouvelée, dans un enchevêtrement de crises sécuritaires, climatiques, sanitaires et informationnelles. Dans cet environnement instable, réfléchir à la paix relève à la fois d'un exercice théorique exigeant et d'une nécessité stratégique. Il s'agit d'interroger la capacité des institutions à prévenir, médiatiser, protéger et stabiliser, tout en réinventant leurs instruments d'action. Il s'agit aussi d'affirmer la contribution spécifique des espaces francophones à ces débats, en proposant des analyses rigoureuses et des solutions adaptées à des réalités contemporaines qui invitent à revisiter le sens même de la légitimité.



L'année 2026 marquera le 10^e anniversaire de FrancoPaix, jalonné d'événements structurants à Montréal et à Paris.

À Montréal, une grande célébration mettra en lumière les avancées scientifiques réalisées depuis 2016 et favorisera un dialogue intergénérationnel autour de la relève francophone. Une rencontre stratégique consacrée aux minéraux critiques viendra également éclairer les enjeux géoéconomiques contemporains.

À Paris, un événement consacré à Haïti analysera les dynamiques sécuritaires et institutionnelles actuelles afin de contribuer à une réflexion francophone rigoureuse sur les voies possibles de stabilisation.

Les Journées transatlantiques, transarctiques et transpacifiques réuniront décideurs, diplomates, militaires, chercheurs, représentants de l'industrie et acteurs de la société civile afin de réfléchir collectivement à la gouvernance de la paix dans l'espace francophone. Ces rencontres mèneront à la production d'une *Feuille de route francophone pour la paix*. Une conférence internationale sur le lien entre climat et sécurité viendra également nourrir la réflexion sur les transformations contemporaines des risques.

L'année se conclura par la publication de l'ouvrage bilingue *Dix ans de FrancoPaix : Leçons francophones pour la paix*, ainsi que par la poursuite de nos publications régulières, notamment le *Bulletin FrancoPaix* et le balado *Au FrancParler*.

Plus que jamais, l'engagement collectif est essentiel pour penser, structurer et projeter une paix francophone ambitieuse, ancrée dans la rigueur scientifique et résolument tournée vers l'action.

Mot du directeur adjoint

Nicolas Klingelschmitt



Le *Bulletin FrancoPaix* offre depuis une décennie, en accès libre, des expertises d'horizons variées qui mettent en valeur les travaux académiques, les recherches terrain et les perspectives de professionnel-le-s de la paix et de la sécurité à travers l'ensemble des espaces francophones. Je profite de ces quelques lignes pour d'emblée saluer la volonté de Bruno Charbonneau de proposer à travers chaque bulletin mensuel des expertises non seulement approfondies, mais également accessibles, fruit d'un travail de vulgarisation des contributeur-trice-s. Ce travail d'accessibilité et de mise en valeur est constamment appuyé par l'équipe de communication de la Chaire Raoul-Dandurand – Yvana Michelant-Pauthex, puis Daphné St Louis Ventura, et Françoise Conea – dont la réactivité et la constance de l'expertise au fil des ans méritent d'être applaudies.

À la suite de mes chers collègues Maxime Ricard, Marc-André Boisvert et Tatiana Smirnova, je me suis impliqué dans les activités de FrancoPaix et la préparation des bulletins depuis 2022 en tant que coordonnateur du Centre. Grâce aux contributions de toutes les personnes ayant signé un article dans le Bulletin, FrancoPaix a participé à de nombreuses réflexions critiques et débats publics. Ces publications mensuels ont notamment couvert les enjeux de sécurité au Sahel, au Nigéria, en Ukraine et Haïti, exploré les dynamiques internes de plusieurs systèmes politiques nationaux et régionaux en Afrique de l'Ouest, Centrale et de l'Est, ou encore relevé les limites de mécanismes d'organisations multilatérales, telles que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

La variété des thèmes approfondis dans les bulletins reflète la diversité d'expertise des membres et personnes qui collaborent avec le Centre FrancoPaix, mais également de ses activités. Depuis 2023, FrancoPaix s'est doté d'un balado, *Au FrancParler*, dont les épisodes de 20 à 40 minutes en libre accès offrent un nouvel espace plus informel aux expert-e-s pour partager leurs expériences et leurs recherches liées aux bulletins publiés. Le Bulletin et le balado présentent des analyses qui vont au-delà de la couverture de l'actualité afin de fournir des pistes de compréhension sur des phénomènes qui traversent les espaces francophones. Ces quatre



dernières années, ils ont en particulier mis de l'avant les tendances et différences au cœur de la troisième vague de coups d'États à travers le continent africain, la nécessité de repenser les approches sécuritaires face à l'urgence climatique mondiale, l'importance de revoir les formes de coopération stratégique à l'aune des échecs du G5 Sahel, et la remise en cause des missions de paix onusiennes, tout comme les volontés de réforme du Conseil de sécurité.

Au regard de toutes ces productions, je souhaite chaleureusement remercier Bruno Charbonneau pour les nombreuses opportunités qu'il m'a offertes en me permettant d'intégrer le Centre FrancoPaix en février 2022 et de participer à sa coordination. Je souhaite également le remercier, ainsi que la nouvelle directrice Sarah-Myriam Martin-Brûlé, de m'avoir fait confiance pour occuper la nouvelle responsabilité de directeur adjoint du CFP. Nous aurons à cœur, en équipe, d'ancrer les futurs projets FrancoPaix dans la continuité de l'ensemble de ce qui a été produit et construit durant cette première décennie.



Photo : Patrouille de casques bleus à Goma, 2012.
Crédits photo s: MONUSCO, Sylvain Liechti.

10

BULLETIN FRANCOPAIX
Vol. 11, n° 1-2 • JAN-FÉV 2026

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTRICE EN CHEF

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Directrice du Centre FrancoPaix

Professeure titulaire, Université Bishop's

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt

Chercheur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

